

Résultats de la Banque Scotia au premier trimestre

La Banque Scotia a affiché pour le premier trimestre un revenu net de 52 millions de dollars, compte tenu de charges de 540 millions de dollars (après impôts)¹⁾ imputées aux résultats à la suite de la crise politique et économique en Argentine.

Si l'on exclut ces charges, tous les secteurs ont contribué aux solides revenus sous-jacents de 592 millions de dollars. Les résultats du Réseau canadien, des marchés des capitaux et des opérations aux Antilles ont été particulièrement bons.

Chiffres clés du premier trimestre

- Le bénéfice par action (dilué) s'inscrit à 0,05 \$, ou à 1,10 \$ si l'on exclut les charges se rapportant à l'Argentine, contre 0,95 \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent.
- Le rendement des capitaux propres a été de 0,8 %, ou de 17,3 % si l'on exclut les charges se rapportant à l'Argentine, par rapport à 17,0 % un an plus tôt.
- La provision spécifique pour pertes sur prêts a été portée à 850 millions de dollars, ou à 350 millions de dollars si l'on exclut les provisions additionnelles constituées à cause de la situation en Argentine, tandis qu'elle était de 400 millions de dollars l'an passé.
- Le ratio de productivité s'est établi à 56,7 %, par rapport à 51,7 % pour le même trimestre il y a un an.
- Les ratios de capital se sont très fermement maintenus au cours du trimestre – en dépit des charges se rapportant à l'Argentine. Le ratio du capital de catégorie 1 a atteint 9,2 % au 31 janvier 2002, demeurant ainsi le plus élevé parmi ceux des grandes banques canadiennes.
- Une augmentation de 3 cents a porté le dividende trimestriel à 37 cents par action ordinaire.

Vancouver, le 5 mars 2002 – La Banque Scotia a annoncé aujourd'hui ses résultats pour le premier trimestre 2002. Le revenu net s'est établi à 52 millions de dollars et le bénéfice par action (dilué) à 0,05 \$, compte tenu de charges de 540 millions de dollars (après impôts) se rapportant à la situation en Argentine. Si l'on exclut ces charges, le revenu net a été de 592 millions de dollars et le bénéfice par action de 1,10 \$, comparativement à un revenu net de 510 millions de dollars et à un bénéfice par action de 0,95 \$ pour le même trimestre en 2001.

«Étant donné les énormes bouleversements politiques et économiques qui se sont produits en Argentine, la Banque a attentivement réexaminé les risques inhérents à ses positions, puis a constitué ce trimestre d'importantes provisions additionnelles de 540 millions de dollars, a déclaré Peter C. Godsoe, président du conseil et chef de la direction. Toute l'économie de ce pays, y compris le secteur financier, a pâti de ces difficultés.

Des cadres supérieurs et plus de 1 700 employés maintiennent Scotiabank Quilmes en activité, a poursuivi M. Godsoe, et malgré des circonstances très difficiles, ils accomplissent un travail remarquable. Nous n'avons cessé de collaborer étroitement avec les autorités argentines et avons reçu un excellent appui du gouvernement du Canada. Toutefois, de nombreuses incertitudes subsistent en ce qui concerne la mise en place d'un plan de redressement général de l'économie argentine et de son secteur financier.

Les revenus demeurent solides dans presque tous nos autres secteurs d'activité – notamment pour le réseau canadien (incluant la gestion de patrimoine), les marchés des capitaux et divers secteurs de nos opérations internationales – avec des gains largement répartis, en progression de 14 % par rapport à l'an dernier, et une gestion des dépenses des plus rigoureuses.»

1) Pour plus de renseignements sur les charges se rapportant à l'Argentine, consulter la page 15.

Données financières

Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates

<i>(non vérifié)</i>	31 janvier 2002		31 octobre 2001 ¹⁾	31 janvier 2001
	Tel que déclaré	Charges pour l'Argentine exclues ¹⁾		
Résultats d'exploitation (en millions de dollars)				
Revenu d'intérêts net (BMEF ²⁾)	1 796	1 796	1 739	1 423
Revenu total (BMEF ²⁾)	2 665	2 772	2 728	2 437
Provision pour pertes sur prêts	850	350	350	400
Frais autres que d'intérêts	1 512	1 512	1 490	1 260
Revenu net	52	592	566	510
Mesures d'exploitation (%)				
Rendement des capitaux propres	0,8	17,3	17,0	17,0
Ratio de productivité	56,7	–	54,6	51,7
Données du bilan				
Prêts et acceptations	187 666	–	184 733	185 422
Total de l'actif	294 508	–	284 425	272 764
Dépôts	194 472	–	186 195	181 837
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	12 593	–	12 833	11 460
Biens sous administration (en milliards de dollars)	147	–	142	152
Biens sous gestion (en milliards de dollars)	21	–	19	19
Mesures du bilan				
Capital de catégorie 1 (en millions de dollars)	15 129	–	15 294	13 908
Capital total (en millions de dollars)	20 802	–	21 340	19 558
Actif pondéré en fonction du risque (en millions de dollars)	164 194	–	164 755	161 227
Coefficient du capital de catégorie 1 (%)	9,2	–	9,3	8,6
Coefficient du capital total (%)	12,7	–	13,0	12,1
Provision spécifique pour pertes sur prêts en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations	1,77	0,73	0,75	0,91
Données sur les actions ordinaires				
Par action (en dollars)				
Bénéfice de base	0,05	1,12	1,08	0,97
Bénéfice dilué	0,05	1,10	1,05	0,95
Dividendes	0,34	–	0,34	0,28
Valeur comptable	25,00	–	25,47	22,94
Cours de l'action (en dollars)				
Haut	50,74	–	50,50	45,95
Bas	44,05	–	42,50	37,70
Clôture	48,59	–	43,85	45,45
Actions en circulation (en milliers)				
Moyenne de base	504 306	–	503 043	498 421
Moyenne diluée	513 221	–	511 863	506 845
Fin de la période	503 701	–	503 795	499 497
Valeur boursière (en milliards de dollars)	24,5	–	22,1	22,7
Mesures d'évaluation				
Rendement des actions (%)	2,9	–	2,9	2,7
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	1,9	–	1,7	2,0
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	15,2	11,4	10,6	11,8

Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été ajustés pour correspondre aux normes de présentation actuelles

1) Voir à la page 15 le détail des charges afférentes à l'Argentine et la discussion des résultats si l'on exclut ces charges.

2) Base de mise en équivalence fiscale.

Examen des résultats d'exploitation

Revenus

Le total des revenus (sur une base d'équivalence fiscale) a augmenté de 9 % par rapport à l'an passé pour atteindre 2 665 millions de dollars. Abstraction faite des charges liées à l'Argentine, les revenus ont crû de 14 %. Cette progression est notamment attribuable à l'apport de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat (Inverlat), à la croissance du revenu d'intérêts net dans la plupart des secteurs et à l'augmentation des revenus provenant des services de banque d'investissement.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base d'équivalence fiscale) a fortement augmenté de 373 millions de dollars pour atteindre 1 796 millions de dollars, soit une hausse de 26 % par rapport à il y a un an et une solide progression de 3 % par rapport au trimestre précédent.

L'apport d'Inverlat, les bénéfices en hausse dans les activités de financement en dollars américains et une bonne progression du volume de prêts à la clientèle privée, notamment les prêts hypothécaires et la Ligne de crédit VISA Scotia, ainsi que nos activités dans les Antilles ont contribué à cette croissance d'une année sur l'autre.

Cette croissance a cependant été partiellement contrebalancée par une régression des prêts aux entreprises dans un contexte où nous continuons de nous concentrer sur l'accroissement de la rentabilité, particulièrement aux États-Unis. Une légère diminution générale des marges au Canada est également à signaler.

Le revenu d'intérêts net s'est inscrit en légère hausse par rapport au trimestre précédent, hausse attribuable à l'augmentation du volume d'affaires qui a toutefois été entamée dans une certaine mesure par le rétrécissement des marges.

La marge globale sur intérêts de la Banque s'est établie à 2,41 %, en hausse par rapport au chiffre de 2,23 % inscrit pour le premier trimestre de 2001.

Autres revenus

Les autres revenus ont totalisé 869 millions de dollars, en baisse de 14 % par rapport au chiffre d'il y a un an (976 millions de dollars en excluant les charges relatives à l'Argentine, pour un recul de 4 %). Les principaux facteurs expliquant cette évolution sont les moindres gains réalisés sur les placements, la baisse des revenus de titrisation et la comptabilisation, l'an dernier, de la vente de succursales.

Les revenus tirés des services de dépôt, de paiement et de cartes ont crû de 27 %, notamment grâce à l'apport d'Inverlat et à une progression générale dans d'autres segments. Les revenus tirés des services de banque d'investissement, en hausse de près de 10 %, ont également bien progressé grâce aux solides revenus tirés de nos activités dans le placement de titres et les instruments dérivés.

Les revenus de gestion de placement, de courtage et d'administration fiduciaire sont en hausse de 4 %, les revenus tirés de la gestion de fonds communs de placement ayant particulièrement progressé en raison de l'apport d'Inverlat et de l'accroissement de notre part de marché au Canada. Les commissions de courtage de détail plus basses ont toutefois freiné quelque peu le mouvement à la hausse.

Une charge exceptionnelle de 87 millions de dollars a été imputée ce trimestre au poste « Autres » qui figure sous la rubrique Autres revenus divers en raison de la conversion forcée en pesos argentins du bilan de Scotiabank Quilmes en Argentine (voir page 15 pour plus de détails).

Frais

Les frais d'exploitation pour le trimestre ont totalisé 1 512 millions de dollars, en progression de 252 millions de dollars par rapport au même trimestre de 2001. Les coûts engendrés par les postes Salaires et Avantages sociaux ont augmenté de 142 millions de dollars, soit une hausse de 19 % due à l'intégration d'Inverlat, aux primes de rendement accrues et à la rémunération en actions. Nous continuons d'assurer une gestion serrée de nos effectifs, qui ont diminué par rapport à il y a un an ainsi que par rapport au trimestre précédent.

Les coûts liés aux installations et à la technologie ont connu une hausse de 34 millions de dollars presque entièrement imputable à Inverlat, et nous avons continué d'investir dans nos canaux de distribution. Les frais de communication et de marketing et les frais divers ont connu une légère baisse, abstraction faite d'Inverlat.

La nouvelle règle comptable adoptée le 1^{er} novembre 2001 qui exclue l'amortissement de l'écart d'acquisition n'a pas eu d'incidence tangible sur les frais (voir Note 1 de la page 13).

Notre ratio de productivité (frais autres que d'intérêts exprimés en pourcentage du revenu total), qui se situe à 56,7 %, reste inégalé dans le secteur bancaire.

Le taux d'imposition réel de la Banque, qui a atteint 60,6 %, a été inhabituellement élevé ce trimestre, d'autant que la majorité des charges de 540 millions de dollars liées à l'Argentine n'ont pas eu d'incidence fiscale. En excluant les charges en question, on obtient un taux d'imposition réel légèrement moins élevé qu'au trimestre précédent, du fait de la réduction des taux d'imposition prévus par la loi canadienne.

Argentine

En récession depuis plusieurs années et aux prises avec une grave crise économique et politique depuis la fin de l'année dernière, l'Argentine s'efforce de mettre en place un plan de redressement général. Toute l'économie, y compris le secteur financier, a pâti de ces difficultés.

Différentes mesures gouvernementales ont été imposées en 2002. Le système financier a été soumis à de nouvelles règles, et notamment l'obligation de convertir dans la monnaie argentine les avoirs et les engagements libellés en dollars américains aux taux fixés dans le cadre du nouveau système hors marché. Cependant, il faut s'attendre à ce qu'il y ait encore des changements par rapport à bon nombre de ces décisions.

Eu égard à ces événements, nous avons inscrit ce trimestre des charges de 540 millions de dollars (après impôts), d'une part en constituant de nouvelles provisions pour pertes sur prêts et d'autre part en mettant à contribution le poste Autres revenus (voir page 15 pour plus de détails). Toutefois, l'incertitude reste considérable et nous continuons de suivre de près l'évolution de la situation.

Qualité du crédit

Les provisions spécifiques pour pertes sur prêts se sont établies à 850 millions de dollars pour le trimestre. Ces provisions

comprenaient un montant de 500 millions de dollars pour les risques découlant des événements exceptionnels en Argentine. De ce montant, 313 millions de dollars ont été affectés aux prêts de Scotiabank Quilmes et 187 millions de dollars aux prêts outre-frontière.

Les provisions hors Argentine ont totalisé 350 millions de dollars, ce qui représente 50 millions de dollars de moins qu'il y a un an et se compare au chiffre enregistré le trimestre précédent. La plus importante composante des provisions hors Argentine a été celle des États-Unis, en raison de l'état encore anémique de l'économie américaine. Notons que nos portefeuilles de crédit américains conservent une cote élevée, ou stable.

Les prêts douteux nets se sont chiffrés à 670 millions de dollars ce trimestre, en hausse de 411 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, hausse presque entièrement imputable à l'Argentine. Les prêts douteux nets à l'extérieur de l'Argentine ont représenté 195 millions de dollars, en légère progression de 41 millions de dollars par rapport au dernier trimestre de l'exercice 2001.

Bilan

Au 31 janvier 2002, l'actif total s'établissait à 295 milliards de dollars, en hausse de 22 milliards de dollars, ou de 8 %, par rapport à il y a un an et de 4 % par rapport à la fin du dernier exercice. Les prêts personnels, principalement les prêts hypothécaires et la Ligne de crédit VISA Scotia, ont contribué à la progression générale d'une année sur l'autre à hauteur de 5 milliards de dollars, et les valeurs mobilières, à hauteur de 14 milliards de dollars, l'évolution des taux de change ayant également été un facteur. D'autres facteurs, comme le moindre volume de prêts commerciaux et aux grandes entreprises résultant des cessions de prêts et les conditions plus restrictives appliquées aux États-Unis et au Canada ont toutefois limité quelque peu cette progression générale.

Au 31 janvier 2002, l'excédent de la valeur marchande des titres détenus par la Banque aux fins de placement par rapport à leur valeur aux livres représentait 732 millions de dollars.

L'augmentation du passif est notamment imputable à un accroissement de 10 milliards de dollars des dépôts des entreprises et des organismes gouvernementaux, surtout dans les comptes courants au Canada et les dépôts à terme.

Capital

Le capital de la Banque reste d'une très grande robustesse, malgré les charges imputables à l'Argentine, dans la mesure où nous avons continué de générer un capital substantiel grâce aux solides gains provenant du reste de nos activités.

Le coefficient de capital de catégorie 1 s'est établi à 9,2 %, en

baisse de seulement dix points de base par rapport à la fin de l'exercice précédent, mais en nette progression par rapport au chiffre de 8,6 % enregistré il y a un an. Le coefficient du capital total de la Banque s'est chiffré à 12,7 %, comparativement à 12,1 % l'an dernier. Avec ces résultats, nous continuons de figurer parmi les grandes banques canadiennes affichant les tout meilleurs coefficients de capital.

Dividendes

Lors d'une réunion tenue le 4 mars 2002, les membres du conseil d'administration ont approuvé une augmentation du dividende trimestriel de 3 cents par action ordinaire, le portant ainsi à 37 cents. Ce dividende est payable le 26 avril 2002 aux porteurs d'actions inscrits au 2 avril 2002. Cette hausse s'inscrit dans la continuité de la progression constante de notre dividende depuis plus de dix ans.

Perspectives économiques

Les difficultés économiques qui ont commencé à se faire sentir l'an dernier dans les principaux marchés de la Banque ont persisté au premier trimestre de cette année. Les échanges internationaux ont considérablement diminué et la compression des bénéfices et l'accumulation de capacité excédentaire ont miné la confiance des entreprises.

Étant donné qu'une reprise s'annonce pour cet été, le ralentissement qui s'est répandu dans le reste du monde à partir des États-Unis devrait bientôt toucher à sa fin. On peut s'attendre à ce que le mouvement s'enclenche aux États-Unis, puis gagne rapidement les deux partenaires commerciaux qui en sont le plus dépendants, à savoir le Canada et le Mexique. L'Europe, l'Asie et l'Amérique latine devraient suivre avec un certain décalage, pavant ainsi la voie à une expansion plus durable et équilibrée en 2003. On anticipe que dans le même temps, l'inflation et les taux d'intérêt resteront faibles, bien que la montée en puissance de l'économie puisse susciter des velléités de hausse des taux d'intérêt.

La Banque, qui continue de générer de solides revenus dans l'ensemble de ses grands secteurs d'activité, s'attend à atteindre ses cibles pour les bénéfices en 2002, abstraction faite des charges imputables à l'Argentine.



Peter C. Godsoe
Président du conseil et chef
de la direction

Déclarations prospectives Le présent rapport contient des déclarations prospectives concernant les objectifs, les stratégies et les résultats financiers anticipés. Ces déclarations prospectives, de par leur nature même, peuvent ne pas rendre compte de certains éléments indépendants de la volonté de la Banque participant de risques et d'incertitudes liés notamment à la conjoncture économique et financière mondiale, à l'évolution de la réglementation au Canada et ailleurs dans le monde, aux nouvelles technologies et à la concurrence. Ces facteurs, dont la liste qui précède n'est pas exhaustive, peuvent entraîner une divergence sensible des résultats de la Banque par rapport à ceux envisagés dans les déclarations prospectives. Aussi le lecteur est-il prié de ne pas accorder plus de poids à ces déclarations que ce qui peut être considéré légitime.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

Le Réseau canadien, incluant nos activités de gestion de patrimoine, affiche un revenu net de 279 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 46 millions de dollars ou de 20 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Compte non tenu du gain réalisé sur la vente de succursales du Québec l'an passé, le bénéfice s'est accru de 32 %.

Le revenu d'intérêts net a augmenté de 101 millions de dollars, par suite de l'accroissement des marges dans les activités liées à la clientèle privée et d'une hausse notable de la demande pour les produits de crédit renouvelable et hypothécaires, dont le prêt hypothécaire «Économisez maintenant, économisez demain».

Si l'on exclut le gain sur la vente de succursales du Québec, les autres revenus ont progressé de 4 % grâce à une contribution plus grande de RoyNat et de gestion de patrimoine. Bien qu'il y ait eu une augmentation importante sur douze mois des ventes de parts de fonds communs de placement, la hausse des revenus a été relativement modeste, car les clients ont donné la préférence aux fonds du marché monétaire qui rapportent moins en commissions. Par rapport à la même période l'an passé, les autres revenus ont diminué de 40 millions de dollars, ce qui est attribuable au gain de 65 millions de dollars sur la vente de nos services fiduciaires aux entreprises le trimestre précédent.

La qualité du crédit est demeurée excellente pour les clientèles privée et commerciale.

Comme nous avons maintenu une gestion efficace des dépenses et continué d'enregistrer des gains de productivité résultant de la rationalisation de nos activités en succursale, les frais d'exploitation n'ont augmenté que de 2,5 % en glissement annuel.

Voici quelques-uns des points saillants du trimestre :

- Nous avons lancé le Maître Compte – Compte d'épargne à intérêt élevé. Il s'agit du premier compte d'épargne «virtuel» jamais offert par une grande banque canadienne.
- La Banque de développement du Canada s'est jointe à nos autres partenaires (Business Custom Capital, division de Wells Fargo, et le Groupe Crédit-bail National) afin de faire la promotion de Scotia 1 – Crédits *pour entreprise*.
- Nous avons organisé pour la période des REER la plus vaste et la plus sophistiquée des campagnes de publipostage de l'histoire de la Banque, touchant plus de 900 000 clients. La Banque a gagné quatre prix nationaux et un prix international l'an passé pour ses programmes de marketing direct.
- En février, dans le cadre d'une stratégie de développement des services de gestion de patrimoine, nous avons donné de l'extension à nos activités de courtage de détail en faisant l'acquisition de Charles Schwab Canada, une des plus grandes maisons de courtage au pays.
- ScotiaMcLeod dispose maintenant d'une force de vente constituée de 400 planificateurs financiers. Ceux-ci travaillent en partenariat avec les représentants de la Banque Scotia pour offrir des solutions financières globales, notamment pour les opérations bancaires, les placements et les assurances, aux ménages qui disposent pour leurs investissements de plus de 100 000 \$.
- Les services offerts en ligne par Placement direct ScotiaMcLeod ont été améliorés. Les clients peuvent maintenant cotiser à leur REER, effectuer des opérations sur options, obtenir des cotes boursières et consulter les rapports des analystes de Scotia Capitaux.

Scotia Capitaux

Scotia Capitaux a enregistré un revenu net de 146 millions de dollars au cours du trimestre, soit une hausse substantielle de 22 % par rapport à l'an dernier. Les revenus totaux ont augmenté de 12 % pour se chiffrer à 760 millions de dollars. Le volume des prêts a légèrement progressé en Europe tandis qu'il a diminué aux États-Unis et au Canada en raison des pratiques sélectives en matière de prêts. Des résultats records ont été obtenus au chapitre des produits dérivés et du financement grâce aux excellents résultats en 2001. De même, les revenus de commissions de prise ferme ont été très élevés pour le trimestre.

Les provisions pour pertes sur prêts ont baissé de 32 millions de dollars par rapport à l'an dernier, mais elles étaient en hausse de 103 millions de dollars comparativement au dernier trimestre, ce qui reflète la faiblesse soutenue des conditions de crédit aux États-Unis.

Le total des dépenses a augmenté en raison de la hausse de la rémunération fondée sur le rendement. La croissance des autres dépenses a été minime par rapport au trimestre précédent et à l'an dernier.

Autres faits saillants du trimestre :

- Aux États-Unis, Scotia Capitaux opte pour une nouvelle méthode de suivi de la clientèle axée sur les secteurs d'activité clés à l'échelle nationale plutôt que sur la situation géographique. De plus, nous accroissons actuellement les possibilités dans certaines catégories de produit.
- Scotia Capitaux a agi à titre de chef de file dans le cadre de l'offre de titres de Manulife Financial Capital Trust («MaCS») au montant de 1 milliard de dollars, la plus importante offre de capital de catégorie 1 d'une compagnie d'assurance vie canadienne.
- À titre de gestionnaire relationnel pour McDonald's Corporation à l'échelle internationale, Scotia Capitaux a participé à la gestion d'un certain nombre d'activités de financement au cours du trimestre. De plus, Scotiabank Inverlat a effectué ses deux premiers prêts à des franchisés au Mexique et elle a été choisie comme l'une des principales banques de franchisés de McDonald's dans ce pays.

Opérations internationales

Les Opérations internationales ont enregistré une perte nette de 365 millions de dollars en raison des charges de 540 millions de dollars relatifs à l'Argentine. Toutefois, cette division a maintenu sa forte performance dans d'autres secteurs, produisant des gains de 175 millions de dollars (avant les charges engendrées par l'Argentine), ce qui représente une augmentation substantielle par rapport à l'année précédente.

Au Mexique, Scotiabank Inverlat maintient un bon rendement, et notre part des bénéficiaires enregistrés atteint 23 millions de dollars pendant le trimestre, comparativement à un million de dollars l'an dernier, chiffre provenant des résultats d'un seul mois. Le volume d'affaires d'Inverlat continue de croître, notamment dans les domaines du crédit aux particuliers et aux entreprises et des dépôts personnels.

La région des Antilles et de l'Amérique centrale continue de fournir un excellent rendement, avec une augmentation du revenu de 10 % dans les 12 derniers mois. Quant à nos activités en Asie, elles maintiennent un bon niveau de rentabilité.

Faits saillants du trimestre :

- En janvier, nous avons conclu l'achat du portefeuille VISA de Citibank aux Bahamas, qui nous a aussi donné les droits sur le programme de fidélisation American Airlines AAdvantage™. La Banque Scotia se retrouve de ce fait premier émetteur de cartes de crédit aux Bahamas.
- Nous avons ajouté 23 GAB au réseau des Antilles et de l'Amérique centrale, portant le nombre total de guichets à 389, incluant les guichets de filiales.
- Dans le but de renforcer la prédominance de la Banque et de favoriser la croissance de notre revenu dans les Antilles et en Amérique centrale, nous avons poursuivi la mise en œuvre d'un nouveau et imposant programme d'amélioration Vente et service dans 103 succursales de 13 pays.
- En novembre, la Banco Sud Americano du Chili a été renommée Scotiabank Sud Americano dans la foulée d'intenses efforts de réorganisation dont l'objectif était de hausser les niveaux de service, de gestion des risques et de contrôle des processus pour les rendre conformes aux normes de la Banque Scotia. Des sondages indépendants montrent qu'il en a résulté une meilleure perception de la Banque par ses clients actuels et potentiels.
- Inverlat a poursuivi sa forte croissance dans les canaux de distribution électroniques avec une augmentation de 300 % du nombre d'opérations par Internet depuis un an. Inverlat offre la technologie sans fil la plus évoluée de son secteur, avec des fonctionnalités telles que la vérification des soldes, les virements de fonds et les paiements de solde de carte de crédit.

Autres

Quant aux autres secteurs d'activité, ils ont enregistré une perte de 8 millions de dollars pendant le trimestre, alors qu'ils avaient dégagé des profits de 42 millions de dollars de l'an dernier, et ce, en raison des bénéfices plus faibles sur les valeurs mobilières.

Autres initiatives

Commerce électronique

Les opérations bancaires et de courtage en ligne continuent de gagner en popularité. En effet, comparativement à l'an dernier, le nombre d'utilisateurs actifs des services en ligne a presque doublé et le volume des opérations a connu une croissance encore plus élevée. Les améliorations apportées ce trimestre à nos services en ligne comprennent :

- Le lancement du Service de paiements aux gouvernements qui permet à la clientèle petites entreprises de payer ses taxes d'affaires fédérale et provinciale.
- La création de nouvelles pages Web pour le Groupe Gestion privée Scotia et pour Assurance Scotia.

La Banque Scotia a également poursuivi la mise à niveau de ses services sans fil. Les clients des services de courtage peuvent désormais utiliser la voie du sans fil pour effectuer leurs opérations et vérifier la situation de leurs opérations en attente d'exécution. De plus, la popularité de la fonction de consultation des cotes boursières en temps réel ne se dément pas comme en témoigne la moyenne de 11 interrogations enregistrées par session en ligne.

Employés

La Banque Scotia ne pourrait atteindre ses objectifs sans l'existence d'une équipe de travail engagée, avertie et bien outillée. Nous tenons à offrir un milieu de travail qui a de la valeur aux yeux des employés.

Notre approche est principalement axée sur les possibilités d'apprentissage et de développement. Au cours du trimestre, l'*American Society for Training and Development* a décerné le prix *Excellence in Practice* à la Banque Scotia en reconnaissance de la formation offerte à l'égard du système Opérations de caisse sans papier, lancé en 1999 dans nos succursales du réseau canadien.

En outre, dans le but d'enrichir nos services RH en ligne, nos employés ont un accès direct à leur dossier personnel par l'intermédiaire de notre site intranet Passeport RH.

Engagement dans la collectivité

La Banque Scotia et ses employés jouent un rôle important au sein des collectivités du Canada et du monde entier, qui se traduit par des activités de parrainage, de financement et de bénévolat. Voici quelques-unes des plus importantes activités tenues récemment :

Au cours du trimestre, la Banque Scotia a annoncé qu'elle verserait 750 000 \$ à deux universités de l'Ontario, soit la Queen's University de Kingston et la McMaster University de Hamilton. Dans le premier cas, l'argent servira à soutenir le programme de commerce international de la Banque et à créer un programme de bourses d'études supérieures en mathématiques et en statistiques. Du côté de l'université McMaster, 12 bourses d'études de 1^{er} cycle en médecine seront constituées.

Le Groupe Banque Scotia est un promoteur majeur de l'événement «Invitons nos jeunes au travail». Partout au Canada, plus de 1 000 élèves de 9^e année ont visité les succursales et les bureaux de la Banque Scotia, le 7 novembre dernier. À la Jamaïque, quelque 140 élèves de niveau secondaire ont pris part à cet événement annuel auquel ont participé les 42 succursales de l'endroit.

L'arbre de Noël de Bowling Green à New York a été orné de 429 anges, fabriqués avec de l'argent qui était resté coincé dans la chambre forte de ScotiaMocatta sous le World Trade Center. Don de la Banque, chaque ange représente un des pompiers, policiers ou secouristes qui ont perdu la vie le 11 septembre 2001. Les anges ont ensuite été remis aux familles des victimes.

À Toronto s'est tenue la campagne de financement Centraide la plus fructueuse qui soit. La Banque Scotia et ses employés ont recueilli 3,1 millions de dollars, soit 2,2 millions de dollars provenant des employés et 880 000 \$ provenant de la Banque.

Rapport annuel primé pour la Banque Scotia

Le rapport annuel 2000 de la Banque Scotia a reçu des honneurs parmi les plus grands décernés à l'échelle nationale en remportant l'Overall Award of Excellence et le Gold Award, dans la catégorie Institutions financières des prix 2001 de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) et du *National Post*.

Données par secteur d'activité

Opérations canadiennes

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 janvier 2001
Revenu d'intérêts net	857 \$	836 \$	756 \$
Provision pour pertes sur prêts	(70)	(59)	(70)
Autres revenus	391	431	401
Frais autres que d'intérêts	(746)	(759)	(728)
Provision pour impôts sur les bénéfices	(153)	(157)	(126)
Revenu net	279 \$	292 \$	233 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	90 \$	91 \$	89 \$
Rendement des capitaux propres	32,9 %	–	–

Scotia Capitaux

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 janvier 2001
Revenu d'intérêts net	437 \$	440 \$	373 \$
Provision pour pertes sur prêts	(260)	(157)	(292)
Autres revenus	323	260	304
Frais autres que d'intérêts	(263)	(263)	(221)
Provision pour impôts sur les bénéfices	(91)	(104)	(44)
Revenu net	146 \$	176 \$	120 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	120 \$	114 \$	113 \$
Rendement des capitaux propres	10,6 %	–	–

Opérations internationales

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 janvier 2001
Revenu d'intérêts net	594 \$	565 \$	368 \$
Provision pour pertes sur prêts	(525)	(136)	(50)
Autres revenus	93	178	136
Frais autres que d'intérêts	(510)	(471)	(283)
Provision pour impôts sur les bénéfices	17	(13)	(42)
Quote-part du revenu net des filiales dévolue aux actionnaires sans contrôle	(34)	(30)	(14)
Revenu net	(365)\$¹⁾	93 \$ ²⁾	115 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	60 \$	55 \$	33 \$
Rendement des capitaux propres	(47,0)%¹⁾	–	–

1) Si l'on exclut les charges de 540 millions de dollars après impôts afférentes à l'Argentine, le bénéfice est de 175 millions de dollars et le rendement des capitaux propres de 21,4 %.

2) Si l'on exclut les charges de 56 millions de dollars après impôts afférentes à l'Argentine, le bénéfice est de 149 millions de dollars. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, le montant des charges afférentes à l'Argentine s'élevait à 62 millions de dollars après impôts (voir page 15).

Autres¹⁾

	Pour le trimestre terminé le		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 janvier 2001
Revenu d'intérêts net ²⁾	(154) \$	(172) \$	(128) \$
Provision pour pertes sur prêts	5	2	12
Autres revenus	62	120	173
Frais autres que d'intérêts	7	3	(28)
Provision pour impôts sur les bénéfices ²⁾	81	62	23
Quote-part du revenu net des filiales dévolue aux actionnaires sans contrôle	(9)	(10)	(10)
Revenu net	(8) \$	5 \$	42 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	26 \$	20 \$	19 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les redressements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les augmentations de la provision générale, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) Sont comprises dans ce poste l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net, et les provisions pour impôts sur le revenu des trimestres terminés le 31 janvier 2002 (62 millions de dollars), le 31 octobre 2001 (70 millions de dollars) et le 31 janvier 2001 (54 millions de dollars).

Total

	Pour le trimestre terminé le		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 janvier 2001
Revenu d'intérêts net	1 734 \$	1 669 \$	1 369 \$
Provision pour pertes sur prêts	(850)	(350)	(400)
Autres revenus	869	989	1 014
Frais autres que d'intérêts	(1 512)	(1 490)	(1 260)
Provision pour impôts sur les bénéfices	(146)	(212)	(189)
Quote-part du revenu net des filiales dévolue aux actionnaires sans contrôle	(43)	(40)	(24)
Revenu net	52 \$	566 \$	510 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	296 \$	280 \$	254 \$
Rendement des capitaux propres	0,8 %	–	–

Données par secteur géographique

	Pour le trimestre terminé le		
<i>(non vérifié)</i>	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 janvier 2001
Revenu net (en millions de dollars)			
Canada	435 \$	411 \$	368 \$
États-Unis	(53)	44	10
Autres pays	(294)	145	162
Redressements du siège social	(36)	(34)	(30)
	52 \$	566 \$	510 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)			
Canada	161 \$	158 \$	149 \$
États-Unis	44	40	44
Autres pays	84	79	57
Redressements du siège social	7	3	4
	296 \$	280 \$	254 \$

États financiers consolidés intermédiaires

État consolidé des revenus

Pour la période de trois mois
terminée le

<i>(non vérifié)</i> <i>(en millions de dollars, sauf les données par action)</i>	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 janvier 2001
Revenu d'intérêts			
Prêts	2 765 \$	3 094 \$	3 327 \$
Valeurs mobilières	795	765	625
Dépôts à d'autres banques	162	177	246
	3 722	4 036	4 198
Frais d'intérêts			
Dépôts	1 530	1 807	2 243
Débitures subordonnées	52	66	86
Autres	406	494	500
	1 988	2 367	2 829
Revenu d'intérêts net	1 734	1 669	1 369
Provision pour pertes sur prêts	850	350	400
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur prêts	884	1 319	969
Autres revenus			
Services de dépôt, de paiement et de carte	215	217	170
Services de placement, de courtage et de fiducie	160	157	154
Commissions de crédit	166	164	171
Services de banque d'investissement	290	215	264
Gains nets (pertes nettes) sur valeurs détenues aux fins de placement	(12)	28	73
Revenus de titrisation	37	40	82
Autres	13	168	100
	869	989	1 014
Revenu d'intérêts net et autres revenus	1 753	2 308	1 983
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et prestations au personnel	874	832	732
Frais de locaux et technologie	295	279	261
Communications et marketing	123	144	100
Autres	220	235	167
	1 512	1 490	1 260
Revenu avant les éléments ci-dessous	241	818	723
Provision pour impôts sur les bénéfices	146	212	189
Quote-part du revenu net des filiales dévolue aux actionnaires sans contrôle	43	40	24
Revenu net	52 \$	566 \$	510 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	27	27	27
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	25 \$	539 \$	483 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
De base	504 306	503 043	498 421
Dilué	513 221	511 863	506 845
Revenu net par action ordinaire			
De base	0,05 \$	1,08 \$	0,97 \$
Dilué	0,05 \$	1,05 \$	0,95 \$

Bilan consolidé

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	Au		
	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 janvier 2001
Actif			
Liquidités			
Encaisse et dépôts à d'autres banques ne portant pas intérêt	1 480 \$	1 535 \$	1 290 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	18 323	16 897	19 380
Métaux précieux	1 741	1 728	1 109
	21 544	20 160	21 779
Valeurs mobilières			
Placement	27 111	25 450	20 442
Négociation	33 757	27 834	26 080
	60 868	53 284	46 522
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	53 591	52 592	50 278
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	20 547	20 116	18 164
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	78 446	79 461	82 273
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	31 329	27 499	28 545
	183 913	179 668	179 260
Provision pour créances irrécouvrables	4 925	4 236	3 935
	178 988	175 432	175 325
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 678	9 301	10 097
Terrains, bâtiments et matériel, montant net	2 253	2 325	1 944
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	12 970	15 886	8 826
Écart d'acquisition	340	400	316
Autres actifs incorporels	327	334	336
Autres éléments d'actif	8 540	7 303	7 619
	33 108	35 549	29 138
	294 508 \$	284 425 \$	272 764 \$
Passif et avoir des actionnaires			
Dépôts			
Particuliers	76 008 \$	75 573 \$	73 246 \$
Entreprises et administrations publiques	90 479	80 810	79 991
Banques	27 985	29 812	28 600
	194 472	186 195	181 837
Autres			
Acceptations	8 678	9 301	10 097
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	34 754	30 627	30 596
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	7 527	6 442	5 697
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	12 991	15 453	10 193
Autres engagements	15 625	15 369	14,803
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 101	1 086	989
	80 676	78 278	72 375
Débitures subordonnées	4 992	5 344	5 317
Avoir des actionnaires			
Actions privilégiées	1 775	1 775	1 775
Actions ordinaires	2 943	2 920	2 803
Bénéfices non répartis	9 650	9 913	8 657
	14 368	14 608	13 235
	294 508 \$	284 425 \$	272 764 \$

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour la période de trois mois terminée le

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 janvier 2002	31 janvier 2001
Actions privilégiées		
Banque	1 525 \$	1 525 \$
Société de placement hypothécaire Scotia	250	250
Total des actions privilégiées	1 775	1 775
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	2 920	2 765
Actions émises	30	38
Actions rachetées pour annulation	(7)	-
Solde à la fin de la période	2 943	2 803
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	9 913	8 435
Effet cumulatif de l'adoption de nouvelles normes comptables	(76)¹⁾	(39)
	9 837	8 396
Revenu net	52	510
Dividendes : Actions privilégiées	(27)	(27)
Dividendes : Actions ordinaires	(172)	(140)
Gains et pertes de change non réalisés et autres, montant net	11	(82)
Prime sur la valeur comptable pour les actions ordinaires rachetées pour annulation	(51)	-
Solde à la fin de la période	9 650	8 657
Avoir des actionnaires à la fin de la période	14 368 \$	13 235 \$

1) Voir la note 1, page 13.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

Pour la période de trois mois terminée le

Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)	31 janvier 2002	31 janvier 2001
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Revenu net	52 \$	510 \$
Redressements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	934	490
Valeurs détenues à des fins de négociation	(5 852)	(1 469)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	455	893
Autres, montant net	(1 621)	(659)
	(6 032)	(235)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dépôts	9 195	1 420
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	4 055	498
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	1 085	1 408
Remboursement de débentures subordonnées	(350)	–
Capital-actions émis	30	–
Actions ordinaires rachetées pour annulation	(58)	–
Dividendes versés en espèces	(199)	(154)
Autres, montant net	377	(732)
	14 135	2 440
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	(1 641)	(1 506)
Valeurs détenues à des fins de placement	(1 452)	(875)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(5 631)	361
Titrisation de prêts	201	8
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	12	(72)
Autres, montant net ¹⁾	(19)	(29)
	(8 530)	(2 113)
Incidence des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(21)	(11)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(448)	81
Espèces et quasi-espèces au début de la période	961	734
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	513 \$	815 \$
Représentées par :		
Encaisse et dépôts à d'autres banques ne portant pas intérêt	1 480 \$	1 290 \$
Chèques et autres effets en circulation, montant net	(967)	(475)
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	513 \$	815 \$
Décaissements effectués pour :		
Intérêts	2 202 \$	2 671 \$
Impôts sur le revenu	192	290

1) Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2002, sont inclus : un placement dans les filiales de 19 \$ (112 \$ au 31 janvier 2001), moins un montant nul (83 \$ au 31 janvier 2001) en espèces et quasi-espèces à la date d'acquisition.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifiés) :

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ne contiennent pas tous les renseignements qu'il convient de fournir en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada; ils devront, en conséquence, être lus de concert avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, tels que ces derniers sont reproduits dans le Rapport annuel 2001. Les conventions comptables utilisées pour la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes aux conventions comptables qui ont été utilisées pour la préparation des états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice, sauf en ce qui concerne la note 1 ci-dessous.

1. Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Le 1er novembre 2001, la Banque a adopté la nouvelle norme comptable relative à l'écart d'acquisition et aux autres actifs incorporels publiée par l'Institut canadien des comptables agréés, sans retraitement des états financiers des exercices antérieurs.

L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels dont la durée de vie utile est indéfinie ne seront plus amortis mais soumis au moins une fois par an à des tests de dépréciation. L'écart d'acquisition est rattaché à des unités d'exploitation et le calcul de la perte de valeur éventuelle de l'écart d'acquisition se fait en comparant la valeur comptable de l'unité d'exploitation à sa juste valeur. Si le test révèle une dépréciation possible, celle-ci devrait être quantifiée en fonction de la juste valeur des actifs et des passifs de l'unité d'exploitation.

Les actifs incorporels, autres que l'écart d'acquisition dont la durée de vie utile n'est pas indéfinie, seront amortis sur leur durée de vie utile. Ces actifs incorporels sont soumis annuellement à un test de dépréciation visant à comparer leur valeur comptable à leur valeur recouvrable nette.

La Banque doit effectuer un premier test de dépréciation de l'écart d'acquisition au plus tard six mois après l'adoption de la norme et inscrire toute dépréciation, s'il y a lieu, à la fin de l'exercice. Toute perte de valeur révélée par le test de dépréciation transitoire sera portée au débit du solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Toute perte de valeur survenue après le test de dépréciation transitoire du 1^{er} novembre 2001 sera prise en compte dans les résultats.

Au cours du premier trimestre, la Banque a effectué son test de dépréciation transitoire concernant Scotiabank Quilmes S.A. et a constaté que la fraction non amortie de l'écart d'acquisition de 76 millions de dollars au 1^{er} novembre 2001 a subi

une perte de valeur en vertu de la méthode fondée sur la juste valeur. Ce montant a été porté au débit du solde d'ouverture des bénéfices non répartis avec une réduction correspondante de l'écart d'acquisition.

La Banque continuera d'effectuer des tests de dépréciation transitoire avec ses autres unités d'exploitation.

La Banque a établi qu'en dehors de l'écart d'acquisition, aucun autre actif incorporel n'avait de durée de vie utile indéfinie et qu'en conséquence elle continuera à amortir ces actifs incorporels sur leur durée de vie utile.

Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2001, l'amortissement de l'écart d'acquisition s'est chiffré à 9 millions de dollars et à 5 millions de dollars, pour le trimestre terminé le 31 janvier 2001. Sans ces amortissements, le revenu net aurait augmenté de 575 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2001 et de 515 millions de dollars, pour le trimestre terminé le 31 janvier 2001. En conséquence, cela aurait eu pour résultat un redressement de 0,02 \$ et de 0,01 \$ respectivement, pour les actions de base et les actions diluées.

2. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée, commerciale et grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois principales unités d'exploitation, à savoir : Opérations canadiennes, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces unités sont présentés en pages 7 et 8.

3. Importantes opérations portant sur ses capitaux propres

Au cours du trimestre, la Banque a annoncé son intention de procéder, dans le cours normal de ses activités, à une offre publique de rachat jusqu'à concurrence de 10 000 000 d'actions ordinaires de la Banque de Nouvelle-Écosse, à compter du 21 janvier 2002. Cela représente environ deux pour cent des actions en circulation au 31 décembre 2001. L'offre se terminera le 20 janvier 2003 ou à une date antérieure, si la Banque mène à bonne fin ses opérations de rachat. Au 31 janvier 2002, 1 200 000 actions ordinaires avaient été rachetées à un cours moyen de 48,63 \$.

Au cours du trimestre, la Banque a racheté 350 millions de dollars de débetures subordonnées (échéance de décembre 2006, au taux net de 6 %).

4. Argentine

Au cours du trimestre, la Banque a inscrit des charges après impôt de 540 millions de dollars. Ceci est la conséquence de la grave crise politique et économique qui secoue l'Argentine et de la prise en considération par la Banque de son impact sur notre exposition dans ce pays. La réglementation financière et sa mise en oeuvre continuent d'évoluer. En conséquence, ces charges exposées en détail à la page 15, représentent la meilleure estimation par la direction des pertes probables que la Banque subira en Argentine à la lumière des informations dont elle dispose à ce jour.

Information sur les actions

(en milliers d'actions)

31 janvier 2002

Actions privilégiées en circulation	
Série 6	12 000
Série 7	8 000
Série 8	9 000
Série 9	10 000
Série 11	9 993
Série 12	12 000
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia	
	250
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	
	500 ¹⁾
Actions ordinaires en circulation	503 701
Options non levées octroyées aux termes du Régime d'options d'achat d'actions ordinaires	
	29 719

1) Figurant au poste «Part des actionnaires sans contrôle» dans le Bilan consolidé.

On trouvera plus de détails aux notes et 12 et 13 des états financiers consolidés du 31 octobre 2001 figurant dans le Rapport annuel 2001.

Argentine

Sommaire des charges

On trouvera dans le tableau ci-dessous l'information sur les charges inscrites à l'égard des activités de la Banque dans Scotiabank Quilmes et à l'égard des actifs à risque outre-frontière :

	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2002	Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001	Total
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>			
Provision pour pertes sur prêts	500 \$ ¹⁾	50 \$	550 \$
Autres revenus :			
Pertes sur valeurs mobilières	20	40	60
Autres	87 ²⁾	10	97
	607	100	707
Provision pour impôts sur les bénéfices	(67)	(38)	(105)
Total	540 \$	62 \$	602 \$

1) Ce montant se compose de 313 millions de dollars pour Scotiabank Quilmes et de 187 millions de dollars se rapportant aux prêts outre-frontière.

2) Cette charge résulte de la «pesofication». Par pesofication, on entend les effets de la conversion en pesos argentins d'actifs et d'engagements libellés en dollars US à des taux différents et extérieurs au marché, tel que prescrit par le gouvernement argentin.

Les résultats de la Banque Scotia pour le premier trimestre de l'exercice 2002 incluent des charges de 540 millions de dollars (après impôt) en raison de la gravité de la crise politique et économique qui touche l'Argentine et de ses effets sur le risque auquel la Banque se trouve exposée en Argentine. La direction estime que l'analyse de la performance de la Banque sera améliorée si l'on exclut ces charges du premier trimestre de l'exercice 2002 en raison de leur ampleur et de leur nature. Cette approche identifie les revenus sous-jacents et permet de comparer avec plus de pertinence les résultats d'une année sur l'autre et d'un trimestre sur l'autre. Néanmoins, les organismes de réglementation des valeurs mobilières exigent que les sociétés informent les lecteurs que leurs revenus ont été ajustés par rapport à la manière de les rapporter suivant les principes comptables généralement reconnus et peuvent de ce fait ne pas être comparables à la mesure des résultats sous-jacents utilisée par d'autres sociétés.

Positions à risque outre-frontière

Les positions à risque outre-frontière afférentes à l'Argentine se présentent comme suit au 31 janvier 2002 :

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	
Soldes avant les charges indiquées ci-dessus	
Obligations Brady	140 \$
Opérations/dépôts interbancaires	125
Grandes entreprises/autres	487
Scotiabank Quilmes – valeur comptable	308
	1 060
Total des charges	707
Montant net des positions à risque outre-frontière	353 \$

Scotiabank Quilmes

Autres informations sur la filiale argentine en propriété exclusive de la Banque au 31 janvier 2002 :

<i>(non vérifié) (en milliards de dollars)</i>	
Actif total ¹⁾	2,8 \$
Prêts ¹⁾	1,8 \$
Dépôts	1,9 \$
Succursales	100
Employés	1 777

1) Après déduction de la provision pour créances irrécouvrables incluant les charges indiquées ci-dessus.

Information à l'intention des actionnaires et des investisseurs

Service de dépôt direct

Les porteurs d'actions qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquiescer d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes au comptant sans avoir à acquiescer les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les actionnaires titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2002

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
2 janvier	29 janvier
2 avril	26 avril
2 juillet	29 juillet
1 ^{er} octobre	29 octobre

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre de porteur d'actions, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez également visiter notre site Web : <http://www.banquescotia.com>

Diffusion sur le Web

La conférence téléphonique des analystes de la Banque sera diffusée en direct sur le Web le 5 mars 2002, à compter de 12 h 30, heure du Pacifique/15 h 30, heure de l'Est. Les médias et les investisseurs particuliers peuvent également participer à la

conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1 888 571-5411, 5 à 15 minutes avant le début. Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 5 au 19 mars, au numéro de téléphone (416) 640-1917, code 172147 suivi du carré.

La conférence diffusée sur le Web inclut la présentation audio et la présentation sur transparents des dirigeants de la Banque, suivies d'une période de questions. Pour connaître les instructions de téléchargement, cliquez sur Résultats financiers T1/02 sur le site www.banquescotia.com. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois à la page Relations avec les investisseurs.

Renseignements divers

Les porteurs d'actions peuvent obtenir des informations sur leur portefeuille d'actions et les dividendes en en faisant la demande par écrit à l'agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : (416) 981-9633; 1 800 663-9097
Télécopieur : (416) 981-9507
Courriel : caregistryinfo@computershare.com

Les analystes financiers, les portefeuillistes et autres investisseurs qui souhaitent obtenir des informations financières concernant la Banque, sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-5982
Télécopieur : (416) 866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements seront adressées au Service des relations publiques à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public and Corporate Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.



^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.